



Mairie d'EYJEAUX
7 Place de l'Eglise
87220 EYJEAUX

Marché de travaux de réalisation d'une plateforme pour manifestation et parking d'appoint

N° Procédure _____

N° comptable _____

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

CLOTURE DE LA RECEPTION DES OFFRES
MARDI 31 JANVIER 2023 A 12H30

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
1.6 - PROTAGONISTES	4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	4
2.2 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	4
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITES DE FINANCEMENT	5
2.5 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	5
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	8
5.1 - SELECTION DES CANDIDATURES	9
5.2 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 6 : NEGOCIATION	9
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	10
7.2 - VISITES SUR SITES FACULTATIVES	10
7.3 - PROCEDURES DE RECOURS	

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne la réalisation d'une plateforme empierrée destinée à recevoir occasionnellement des manifestations de type comice agricole et de servir de parking d'appoint lors de diverses manifestations situées dans le bourg d'Eyjeaux.

La description des prestations à réaliser et leurs spécifications techniques sont indiquées au C.C.T.P..

Lieu(x) d'exécution : Commune d'Eyjeaux - lotissement du Mas Barette

Ce projet fait l'objet d'une demande de travaux enregistré sous le numéro PA 087 063 22 M 0001

L'obtention de l'autorisation par arrêté municipal est une condition sine qua none à la faisabilité du projet. A défaut, le projet ne pouvant se réaliser la procédure de marché serait déclarée caduque.

1.2 - Etendue de la consultation

Le présent marché est un marché de travaux de gré à gré selon l'article 133 de la loi ASAP du 7 décembre 2020.

1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots : de par sa nature la prestation ne permet pas de définir un allotissement qui permettrait de garantir une meilleure mise en concurrence ou d'améliorer la pertinence économique des offres.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Il est donc interdit de cumuler les deux qualités.

1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), sont :

<i>Classification principale</i>
Travaux de construction (45000000-7) Travaux de chantier (45113000-2) Travaux de terrassement (45112500-0)

1.6 - Protagonistes

Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la **commune d'Eyjeaux**.

Maîtrise d'œuvre

Sans objet

Contrôle technique

Sans objet

Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Une mission SPS sera programmée à la charge de la commune le cas échéant.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée - Délais d'exécution

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

La durée estimative est répartie sur 4 mois (incluant 15 jours de préparation de chantier)

2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Une variante proposant trois plateformes de surface équivalente et d'altimétrie décalée est aussi demandée.

Conformément à l'article L 2194-3 du Code de la Commande Publique, les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire d'un marché public de travaux qui sont nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et ont une incidence financière sur le marché public font l'objet d'une contrepartie permettant une juste rémunération du titulaire du contrat.

Aucune prestation supplémentaire n'est demandée ni autorisée

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité de offres est fixé à **6 mois** à compter de la date limite de réception de l'offre,

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la commune d'Eyjeaux et seront rémunérées selon les prescriptions du C.C.A.P et en application du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et des articles L 2191-2 à 4 et R. 2191-3 à 31 du Code de la Commande Publique. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de non-respect du délai global de paiement, et en application du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € s'ajoutera au montant des intérêts moratoire.

2.5 - Obligations relatives à la lutte contre le travail dissimulé

A compter de la notification du marché et pendant toute sa durée, le titulaire, devra fournir au pouvoir adjudicateur les preuves qu'il s'acquitte des formalités relatives à la lutte contre le travail dissimulé et qu'il est à jour de ses obligations de déclaration de paiement auprès des organismes de recouvrement, conformément aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

La présente consultation fait l'objet d'une procédure de gré à gré pour laquelle le Dossier de Consultation des Entreprises devra être adressée par pli postal et réceptionnée en mairie au plus tard le mardi 31 janvier 2023 à 12h30 ou déposé au secrétariat de la mairie en main propre contre décharge au plus tard le mardi 31 janvier 2023 à 12h30.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) pourra également être remis sur support physique électronique en comportant la mention copie de sauvegarde adressé par pli postal et réceptionné en mairie au plus tard le mardi 31 janvier 2023 à 12h30 ou déposé en main propre contre décharge au plus tard le mardi 31 janvier 2023 à 12h30.

Mairie d'Eyjeaux
7, Place de l'église
87220 Eyjeaux

Les candidats pourront télécharger le dossier de consultation sur le site de la mairie d'Eyjeaux à l'adresse suivante : <https://www.eyjeaux.com>

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Les pièces graphiques (plan cadastral et plan topographique)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours francs avant la date limite de réception des offres, conformément à l'article 39 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Pièces du dossier « candidature » :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes, datées et signées.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
Lettre de candidature (le cas échéant, DC1 complété)
Délégation de pouvoir

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

Libellés
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise et, notamment des responsables de prestations de même nature que celles du présent marché

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 6 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature en seront informés dans le même délai.

Il est rappelé que pour toute modification touchant les documents du candidat, ceux-ci devront être fournis à la collectivité (jugement de redressement judiciaire, modification des statuts, modification de RIB...)

Les pièces du dossier « offre » :

Pour chaque lot, un projet de marché comprenant :

L'acte d'engagement (A.E) *et son/ses annexe(s)*, le cas échéant : **complété, daté et signé**, par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat,

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification,

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), cahier ci-joint à accepter sans aucune modification,

Le devis de l'entreprise

Le mémoire justificatif et explicatif, présentant notamment **et dans cet ordre** :

1/ Les moyens humains et matériels mobilisés pour les travaux

2/ La méthode, les matériaux et la sécurité

3/ La prise en compte des contraintes spécifiques au site :

- Approche du site et de ses contraintes, compréhension du projet
- Mode de gestion des accès riverains
- Planning prévisionnel
- Tout élément complémentaire pertinent

L'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- **toute offre incomplète sera identifiée comme irrégulière.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

5.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

5.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	%
<p align="center"><u>1-Valeur technique (60 points)</u></p> <p><i>appréciée sur la base du mémoire justificatif fourni par le candidat selon les sous-critères suivants :</i></p> <p>a) Pertinence des moyens humains et matériels mobilisés pour les travaux : 20 points b) Pertinence de la méthode, des matériaux et éléments de sécurité proposés : 20 points c) Pertinence de la prise en compte des contraintes spécifiques du site et délais : 20 points</p>	<p>60 % soit 60 points</p>
<p align="center"><u>2- Prix (40 points)</u></p> <p><i>Apprécié sur la base du montant total en € HT du devis complété par le candidat ; jugé selon la formule suivante :</i></p> <p align="center">$Xi = 40 \times N0/Ni$</p> <p>Avec :</p> <p>Xi : le nombre de points attribués aux i sociétés ayant présenté leur candidature. Le nombre de points attribués au prix le plus bas est de 40 points. No : l'offre de prix du candidat ayant fait la proposition de prix la plus basse. Ni : l'offre de prix du candidat à noter.</p>	<p>40 % soit 40 points</p>

Article 6 : Négociation

Négociation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les candidats qui ont présenté une offre irrégulière ne pourront être retenus pour la négociation qu'en l'absence d'offres régulières.

Modalités d'organisation de la négociation

La négociation, qui sera effectuée dans des conditions de stricte égalité, aura pour objet de préciser ou d'adapter, le cas échéant, les termes des documents initiaux de la consultation et/ou la teneur des offres des candidats, y compris dans leur dimension financière.

La négociation ne peut modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du contrat telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation. Les critères de sélection des offres ne peuvent faire l'objet d'aucune négociation.

Chaque candidat admis à participer à la négociation recevra à l'adresse mail renseignée dans le DCE soit :

- Une convocation à une négociation orale,

Ou

- Un courrier contenant un questionnaire de négociation écrite.

Le choix du mode de négociation appartient au pouvoir adjudicateur. Ce choix est fait en fonction des résultats de l'analyse des offres initiales.

Les modalités d'organisation de la négociation, qu'elle soit orale ou écrite, seront indiquées dans le courrier que recevra chaque candidat retenu.

Les candidats seront informés de la date de clôture de la négociation à laquelle ils devront avoir déposé leur offre finale.

Le cas échéant, dans l'hypothèse où un candidat ne transmettrait aucune nouvelle offre sur la base de documents modifiés du Dossier de Consultation des Entreprises, dans les délais impartis, celui-ci sera alors immédiatement écarté et son offre initiale déclarée irrégulière pour non-respect de la procédure.

L'analyse des offres finales sera alors faite selon les seuls critères de sélection définis initialement dans le présent règlement de la consultation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Offres anormalement basses

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le pouvoir de rejeter, par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge utiles et vérifier les justifications fournies.

Le Pouvoir Adjudicateur détectera les offres potentiellement anormalement basses notamment de la manière suivante :

- Dans un premier temps, sera calculée la moyenne M1 de toutes les offres jugées conformes

- Dans un second temps, toutes les offres se situant 20 % au-dessus de la moyenne M1 seront considérées comme anormalement hautes et seront donc neutralisées pour le calcul de la moyenne M2 à partir de laquelle les offres anormalement basses seront détectées. Ainsi, les offres de prix qui se situeront au-dessous de 30 % par rapport à la moyenne M2 seront suspectées d'être anormalement basses et des justifications seront automatiquement demandées par le Pouvoir Adjudicateur.

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires nécessaires à l'élaboration de leur offre, les candidats devront faire parvenir leur demande écrite au plus tard 10 jours francs avant la date limite de réception des offres via l'adresse mail du secrétariat de mairie : mairie.eyjeaux@orange.fr .

Une réponse sera adressée au candidat via l'adresse mail indiquée dans le DCE et pourra être envoyées à toutes les entreprises sollicitées 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents complémentaires au cahier des charges sont mis à la disposition des concurrents sur le site internet de la mairie d'Eyjeaux (<https://www.eyjeaux.com>) dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

7.2 - Visites sur sites facultatives

Sans objet.

7.3 - Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Limoges, 1 cours Vergniaud, 87000 Limoges (Tél : 05.55.33.91.55.)

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Mairie d'Eyjeaux - 7 place de l'Eglise - 87220 EYJEAUX- Tél. : 05.55.00.27.81. - Courriel : mairie.eyjeaux@orange.fr